



**PRÉFET
DE LA MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Marne
Horaires d'ouverture : 9h30-11h30 / 14h00-16h00
Parc technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51 100 REIMS

Reims, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FICAP

5 chemin des Deux Clochers
51110 Pomacle

Références : D1 i 2024-740
Code AIOT : 0003012316

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/09/2024 dans l'établissement FICAP implanté 5 chemin des Deux Clochers 51110 Pomacle. L'inspection a été annoncée le 14/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FICAP
- 5 chemin des Deux Clochers 51110 Pomacle
- Code AIOT : 0003012316
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société FICAP exploite sur la commune de Pomacle et sur la plateforme industrielle de Bazancourt-Pomacle une usine de production de biocombustibles :

- le white pellet, granulé de bois classique ;
- le pellet HPCI, granulé de bois nouvelle génération, à haut pouvoir calorifique industriel, obtenu par vapocraquage
- le HPCI Cogé, mélange de biomasse destiné à la chaudière de cogénération.

Ces biocombustibles sont obtenus à partir de bois naturel, bois de récupération (palettes) et plaquettes forestières. FICAP fonctionne en synergie avec l'usine de cogénération de vapeur COGECAB, qui utilise le biocombustible HPCI de FICAP et qui fournit la vapeur nécessaire au vapocraquage.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Plan d'opération	Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 71.8	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	interne			

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 05/03/2019, article 7.1.1	Sans objet
2	Propreté des installations	Arrêté Préfectoral du 05/03/2019, article 7.1.4	Sans objet
4	Étude de danger	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 51	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection s'est déroulée dans un contexte de fonctionnement partiel de l'unité (fourniture unique de plaquettes à COGECAB pour alimentation de la cogénération). L'inspection a relevé cependant que l'exploitant n'a pas réalisé d'exercice de gestion de situation d'urgence avec COGECAB comme l'exige son arrêté préfectoral. Il est donc proposé à monsieur le préfet de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires par lettre de suite préfectorale l'enjoignant à réaliser cet exercice dans un délai de 3 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2019, article 7.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Zonage ATEX/EDD
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.[...]
Constats : L'exploitant a réalisé une mise à jour de l'étude ATEX de l'établissement en mai 2023. Ce rapport fait mention de 73 recommandations. Certaines revêtent principalement un aspect documentaire, d'autres sont des recommandations qui font appel à des modifications de procédé puisque tout le process en amont du sécheur n'était pas, par le passé, considéré comme à risque ATEX notamment. Certaines zones ont d'ores et déjà fait l'objet de modifications comme l'atelier Z02 par exemple. L'inspection est également revenue sur l'incident de 2023 au niveau de l'atelier presses. L'exploitant a fourni un rapport d'incident en 2023 avec une analyse succincte des causes. Cette analyse nécessite d'être complétée par une analyse plus approfondie afin d'être sûr d'avoir identifié toutes les pistes et d'avoir été exhaustif dans l'analyse des causes. L'inspection a également interrogé l'exploitant sur la réalisation de la caractérisation de la composition réelle des vaporats en sortie du vapocraqueur. Celui-ci a indiqué qu'une intervention était prévue en juin 2022 mais l'installation est tombée en panne courant juin empêchant cette intervention. Puis s'en est suivi l'accident en août 2022. Depuis, l'installation n'a pas refonctionner de façon nominale sur une période continue.

Observation :

L'exploitant transmettra à l'inspection l'étude ATEX mise à jour en mai 2023 avec le plan d'actions associé aux recommandations formulées ainsi que leurs échéances.

L'exploitant s'engage à mener une analyse des causes approfondie suite à l'incident de 2023 dans l'atelier presse afin d'identifier toutes les pistes de réflexion issues de cette analyse et d'en tirer un retour d'expérience dans le cadre de la mise à jour de la future étude de danger de l'établissement.

Ces éléments sont attendus d'ici 3 mois.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Propreté des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/03/2019, article 71.4

Thème(s) : Risques accidentels, Organisation du nettoyage

Prescription contrôlée :

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.[...]

La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les consignes organisationnelles. Les dates de nettoyage sont indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Le nettoyage et les contrôles de la propreté sont renforcés dans les périodes de très forte activité et cela est précisé à travers des consignes écrites. Le nettoyage est, partout où cela est possible, réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. L'appareil utilisé pour le nettoyage présente toutes les caractéristiques de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion et est adapté aux produits et poussières. Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage, tels que l'utilisation de balais ou exceptionnellement d'air comprimé, fait l'objet de consignes particulières.[...]

Constats :

L'activité de l'établissement est partiellement à l'arrêt. Les locaux visités sont propres et nettoyés. L'exploitant a revu en profondeur l'organisation du nettoyage des ateliers avec un planning de nettoyage détaillant la fréquence et les différents points de nettoyage à réaliser. Du fait du fonctionnement en mode dégradé de l'installation la mise en place de ce plan de nettoyage n'est pour le moment pas pertinent. L'inspection pourra revenir sur ce point une fois le redémarrage de l'activité sur le site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan d'opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/04/2022, article 71.8

Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des situations d'urgence

Prescription contrôlée :

Un POI est mis en place afin d'organiser la gestion des sinistres et les premières mesures de sécurité à mettre en place, en prenant en compte les particularités techniques et / ou organisationnelles pouvant impacter l'établissement COGECAB voisin. Les conventions d'accès aux moyens de secours y sont également précisées.

L'établissement FICAP dispose d'un POI incluant la société COGECAB. Un exercice commun de POI est organisé, à intervalles n'excédant pas trois ans. Le premier exercice POI en commun devra être réalisé pour fin 2022

Constats :
L'exploitant n'a toujours pas réalisé d'exercice POI avec l'établissement voisin COGECAB.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'inspection propose à monsieur le préfet de la Marne de rappeler à l'exploitant ses obligations réglementaires via une lettre de suite préfectorale. L'exploitant disposera d'un délai de 3 mois pour réaliser un exercice POI en commun avec COGECAB. Il pourra utilement convier à cet exercice l'UD DREAL et éventuellement le SDIS 51 selon les objectifs visés dans le cadre de la préparation de cet exercice.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Étude de danger

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 51
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à jour
Prescription contrôlée : Étude de dangers. Lorsque des évolutions envisagées sur l'installation modifient le contenu de l'étude de dangers et sont susceptibles de rendre obsolète tout ou partie de l'étude de dangers existante ou remettre en cause les conclusions de la précédente étude de dangers, l'exploitant statue sur la nécessité de réviser l'étude de dangers ou de la mettre à jour. L'exploitant formalise cette démarche dans une notice. Le cas échéant, il révisé ou met à jour l'étude de dangers. La notice, ainsi que le cas échéant, l'étude de dangers révisée ou mise à jour, sont portés à la connaissance du préfet avant la réalisation des modifications en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement. Lorsque l'étude de dangers est mise à jour, les éléments modifiés par rapport à l'étude de dangers précédente sont explicitement identifiés. L'inspection des installations classées peut demander une version consolidée de l'étude de dangers.
Constats : Au vu des modifications en cours et à venir sur l'établissement (modification de l'atelier Z02, suppression atelier Z03, reconstruction atelier Z07, mise à jour de l'étude ATEX, etc.), l'exploitant sera tenu de mettre à jour son étude de danger de manière globale afin de pouvoir statuer de nouveau sur la compatibilité du site avec son environnement. Ce point fera l'objet d'un suivi par l'inspection lors des prochaines visites d'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite